

PRESS RELEASE



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCE PAR

SON EXCELLENCE MONSIEUR ISMAIL OMAR GUELLEH

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
ET
CHEF DE LA DELEGATION

DEVANT LA
REUNION PLENIERE DE HAUT NIVEAU
DE L'ASSEMBLEE GENERALE

JEUDI 15 SEPTEMBRE 2005

PRIERE DE VERIFIER A L'AUDITION

Messieurs les Présidents,

Qu'il me soit permis avant toute chose d'exprimer au nom de mon Gouvernement et du peuple djiboutien les condoléances les plus attristées au peuple et Gouvernement des Etats-Unis suite à la terrible tragédie dévastatrice et au désespoirs causés par le cyclone Katrina dans la région côtière du Golfe du Mexique. La rapidité avec laquelle cette tragédie s'est développée ainsi que ses graves conséquences nous a tous choqués et bouleversés.

Chers collègues,

Permettez-moi de vous féliciter pour votre élection conjointe à la présidence de ce Sommet de Haut Niveau qui est le plus grand rassemblement qu'ait connu notre Organisation depuis sa création, il y a 60 ans. Votre présidence conjointe témoigne de l'importance de cette entreprise que nous avons initiée ensemble. Les succès ou tout autres résultats de ce Sommet auront, sans aucun doute, un impact profond sur l'Humanité.

Je faillirai à mon devoir si je ne rends pas hommage au leadership, à la vision et à la détermination du Secrétaire général qui a su nous stimuler et encourager à agir en faveur d'une série de réformes pour notre organisation garantissant ainsi sa pertinence pour les générations futures. Il a, à cet égard, accompli sa part de responsabilité. Chers collègues, notre réunion ne devrait pas se limiter à un simple soutien politique mais plutôt pour une action en faveur de changements majeurs espérés depuis si longtemps. Tout échec, reflétera notre impuissance collective ainsi que notre manque de volonté à accepter ces changements vitaux. Enfin, permettez-moi de témoigner notre gratitude à l'endroit du Président sortant, Monsieur Jean Ping, pour son abnégation, sa détermination et son intégrité. Il a su gagner la confiance de tous, avec grâce, modestie, souplesse et ouverture d'esprit.

Messieurs les Présidents,

Le Sommet de Haut Niveau ne s'est pas réalisé aisément et ce n'est sûrement pas un événement isolé. Mais c'est plutôt, le résultat d'efforts collectifs et audacieux dont les bases furent jetées au Sommet du Millénaire en 2000 ; mettant ainsi en exergue les questions capitales de développement de notre génération, de notre destinée commune et enfin du refus d'accepter cette pauvreté endémique au jour d'aujourd'hui. La Déclaration du Millénaire que nous avons adopté en 2000 engageait nos Nations à un partenariat global en vue de réduire la pauvreté, améliorer la santé, promouvoir la paix et les Droits de l'Homme ainsi que l'égalité du genre et enfin assurer la sauvegarde de notre environnement. La Déclaration a, également, réaffirmé notre foi en l'Organisation, notre engagement envers les Principes et les Objectifs de la Charte des Nations Unies et le respect pour le Droit International afin de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Depuis l'an 2000, le monde a connu de nombreuses crises, a été témoin de scènes horribles, de colère, de tristesse et de répulsion. Il a, également, connu des guerres, des bouleversements politiques et économiques mondiaux et enfin un déclin alarmant dans la paix, l'entente et la coopération internationale. Malheureusement, le rôle central des Nations Unies qui consiste à assurer des réponses collectives aux problèmes globaux a été mis à rude épreuve, et son efficacité et sa pertinence remises en question. Ainsi, l'effondrement imminent des Nations Unies est devenu sujette à d'intenses spéculations. Face à cette optique alarmante, le Secrétaire Général a, avec beaucoup de clairvoyance et de détermination, initié un examen complet du système des Nations Unies, mettant ainsi en avant une série de propositions de réforme vitales et audacieuses.

Messieurs les Présidents,

Dans son rapport intitulée, "Une liberté plus grande : Développement, Sécurité et Droit de l'Homme pour tous" dans lequel le Secrétaire Général exhorte les Etats membres "d'user de ce sommet pour renforcer la sécurité collective du système international, de forger concrètement une stratégie multisectorielle et globale pour le développement et d'intensifier les efforts pour assurer la Démocratie et les Droits de l'Homme pour tous les peuples". Un monde en mutation a besoin d'un système des Nations Unies évolutif qui:

- Soit prêt à fournir une réponse collective
- Oeuvre à l'éradication de la pauvreté et à la promotion du développement durable,
- Améliore le respect des Droits de l'Homme, promeuve la démocratie et renforce la bonne gouvernance,
- Lutte contre le terrorisme,
- S'arme de l'expertise en gestion ainsi que des ressources nécessaires afin d'accomplir efficacement sa mission à tous les niveaux.

Notre mécanisme de négociation intergouvernemental a travaillé inlassablement, ces derniers mois, ces dernières semaines, jusqu'à la dernière minute afin de s'accorder sur un agenda complet, cependant réaliste et réalisable pour les Nations Unies du 21^{ème} siècle. Nos ambitions ont pu essuyer quelques revers mais notre quête d'un terrain d'entente continue sans relâche grâce à notre ténacité et volonté inébranlable de réussir. En effet, nous sommes tous en parfait accord sur la nécessité de réformer les Nations Unies. Toutefois, le plus difficile consiste à accorder nos efforts, dépasser nos simples intérêts nationaux, en travaillant vers la recherche d'un consensus, et enfin méditer sur les multiples avantages auxquels a contribué cette institution depuis sa création il y a six décennies. Il est inutile de rappeler que " L'Organisation de Nations Unies

ne peut se suffire à elle-même, elle n'est forte qu'à la mesure de l'engagement des membres qui la constitue ».

Le nouvel Agenda pour le Développement International s'est amplifié, ces dernières années, afin de relever les multiples défis d'aujourd'hui. Les recommandations et initiatives des Objectifs de Développement du Millénaire, du projet du Millénaire, du G-8, du Nepad et de la Commission Africaine promeuvent tous des approches multisectorielles du Développement. Le Secrétaire Général, le Professeur Jeffrey Sacks et le Premier Ministre Tony Blair ont insufflé un élan aux ambitions globales en vue d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2015. Nous avons été témoin d'un extraordinaire déploiement de courage et de compassion humains afin de faire de cette quête une réalité. Ce sont des efforts nobles et dignes de reconnaissance, toutefois, nous ne sommes pas certains que la volonté politique soit là pour mettre en oeuvre cette vision et faire de la pauvreté une notion historique en vue de sauver des millions de personnes qui vivent dans des conditions déplorables, intenable, dans une pauvreté extrême avec son corollaire de famine, de maladies et d'infrastructures chaotiques. Nous ne pouvons, non plus, exclure l'influence que le climat puisse avoir sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire. Les changements climatiques ont, en effet, un impact sérieux sur la production de la nourriture rurale, la famine, la santé, l'accès à l'eau potable ; d'où la pauvreté dans plusieurs pays qui ont été pendant très longtemps à la merci d'un climat rude et impitoyable tel qu'au Niger, qui pousse un cri d'alarme alors qu'il était déjà confronté à une série de défis dévastateurs. Une grave famine et une insécurité alimentaire répandue sont en train de faire rage dans plusieurs régions d'Afrique. Nous devons agir rapidement pour mettre fin à cette crise rampante avec l'urgence qu'elle mérite. Par conséquent, nous devons, sans réserve, soutenir la proposition réaliste du Secrétaire Général qui consiste à augmenter les ressources du fond d'urgence des Nations Unies et permettre ainsi aux Agences des Nations Unies de faire face à ces situations avec des réponses adéquates.

Messieurs les Présidents,

La décennie écoulée a été marquée par la tenue de sommets et conférences de première importance dans les domaines économiques et sociaux traçant ainsi les contours d'une vision complète du développement tout en identifiant les objectifs collectivement convenus, et destinés à contribuer à l'amélioration de la vie humaine de par le monde. Nous apprécions à sa juste valeur les efforts louables déployés afin d'assurer une mise en oeuvre complète et rapide des buts et objectifs de Développement du Millénaire, y compris ceux contenus dans le Consensus de Monterrey qui ont su galvaniser des rencontres sans précédent pour aider les plus démunis à surmonter la pauvreté. Nous sommes, également,

d'avis qu'il incombe à chaque pays en développement de prendre en charge son propre développement économique et social selon ses politiques et stratégies nationales de développement, y compris la promotion de la Gouvernance, la lutte contre la corruption à tous les niveaux surtout en ce qui concerne la responsabilité et la transparence dans la gestion des deniers publics. A n'en point douter, 2005 a été une année pleine d'espoirs et d'optimisme suite à l'engagement pris lors du Sommet du G-8 d'augmenter significativement l'aide aux pays pauvres et en particulier aux pays africains. Cette démarche représente probablement le changement d'attitude le plus décisif, qui en un sens traduit concrètement les attentes élevées des Objectifs de Développement du Millénaire et le pacte forgé entre les Nations riches et les Nations pauvres en 2002 lors du Sommet de Monterrey. Nous sommes encouragés par les engagements, accompagnés de calendriers précis, pris par beaucoup de pays développés en vue de parvenir à l'objectif de 0.7% du PIB pour l'Aide Publique au Développement d'ici 2015 et au moins 0.5% d'ici 2010. En outre, nous accueillons favorablement toute initiative qui augmenterait le flux de ressources pour les pays en développement, telles que : la Facilité de Financement Internationale afin de collecter dès maintenant l'aide financière en émettant des crédits en échange des budgets futurs pour le développement ; ainsi que la contribution solidaire sur les billets d'avions qui servira à financer les programmes de développement, en particulier dans le domaine de la santé , notamment la lutte contre le V111 / SIDA et autres pandémies. Sur la même lancée, la récente décision du G8 d'annuler 100% de la dette des Pays Pauvres Très Endettés envers les institutions internationales facilitera à n'en point douter le déblocage de ressources additionnelles qui pourront être allouées à des activités en vue d'atteindre une croissance et un développement durable. Nous nous réjouissons de voir ces indicateurs et engagements réaffirmés dans notre document final. Cependant, un futur moins sombre pour les pays pauvres en développement exigera davantage que l'augmentation de l'aide et de la réduction de la dette. A cet égard, un système commercial multilatéral juste, équitable, et non discriminatoire qui soit basé sur une croissance économique est primordial. Par conséquent, il faudra achever avec succès d'ici 2006, les négociations multilatérales de l'Organisation Mondiale du Commerce afin de traiter équitablement les questions telles que l'agriculture, l'accès aux marchés, les services, et les facilités d'échanges, pour n'en citer que quelques-unes. Il faudra, également, prêter une attention particulière, en allouant les ressources nécessaires, à la consolidation des accords de paix et la prévention des conflits avant qu'ils n'éclatent. Enfin, les pays développés doivent user de leur influence afin d'accorder une participation plus large des pays en développement dans les prises de décision financières globales, particulièrement en acceptant les changements au sein de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Une présence purement symbolique des représentants des pays en développement dans les conseils d'administrations de ces institutions, sans le poids et l'influence nécessaires dans les prises de décision ne présage rien de bon.

Messieurs les Présidents,

Beaucoup de pays en développement ont des besoins et des défis spécifiques qui doivent être traités à travers une mise en oeuvre complète, précise et effective des buts et objectifs adoptés lors des grandes conférences tel que le Programme d'Action de Bruxelles pour les Pays les Moins Avancés. Malheureusement, la majorité des pays les moins avancés appartiennent au continent africain avec des besoins particuliers. L'Afrique reste le seul continent à ne pas être en mesure d'atteindre aucun des objectifs fixés pour 2015 et nécessite d'urgence une assistance prioritaire dans tous les domaines, y compris son intégration dans le système commercial international. En effet, à travers le Nouveau Partenariat pour l'Afrique (NEPAD), notre continent a su relever ses défis et réaliser ses opportunités. Consolider et renforcer la coopération avec le NEPAD s'avère impératif.

A l'occasion des préparatifs de ce sommet, il s'est avéré évident que de nombreuses promesses, d'engagements et d'objectifs fixés par le passé ne seront pas réalisés et que des millions d'hommes et de femmes continueront à souffrir de la misère, de conditions déplorables, et d'une pauvreté endémique. Cependant, ce qui fait de l'année 2005 une année quelque peu spéciale, c'est la reconnaissance croissante parmi la plupart des pays développés que la mise en oeuvre de l'agenda général du développement a été très lente, imprévisible et inégale. Plus de leadership, de détermination et de consistance sont autant d'éléments sine-qua-non pour parvenir aux objectifs de développement du millénaire. A cet égard, plus de donateurs doivent prendre les dispositions législatives nécessaires au plan national. L'Aide Publique au Développement n'est pas uniquement destiné à faire face aux conséquences de la pauvreté, mais devrait être ciblée pour la création des conditions favorables permettant ainsi à l'investissement privé de se développer. L'objectif premier étant de permettre une auto-dépendance. Nous espérons voir les discussions des négociations commerciales de l'OMC couronnées de succès d'ici 2006, couplées de l'augmentation envisagée des ressources pour combattre les ravages croissants du VIH/SIDA. Avec l'accélération de la promotion et l'égalité du genre, la diversification des produits agricoles, avec la croissance de la disponibilité de la science et de la technologie et l'amélioration des systèmes sanitaires dans les pays en développement, nous serons sûrement sur la voie de la croissance et du renouveau économique. De ce fait, les Objectifs de développement du millénaire sont d'une importance capitale pour pouvoir se

permettre un échec. Initier des stratégies pour « accélérer les progrès en vue d'atteindre les objectifs » ne nous semble pas approprié, ce qu'il nous faut ce sont des stratégies pour « atteindre les objectifs ». Ces dernières années, de nombreux dirigeants ont su, à juste titre, mettre en exergue la relation entre la réduction de la pauvreté et la question de la sécurité globale. A cet effet, nous devons canaliser les efforts internationaux en vue de mettre fin aux conflits violents, à l'instabilité et au terrorisme. La pauvreté accroît les risques d'instabilité de différentes manières, et il est de notre devoir d'examiner en profondeur la question de la sécurité globale car les guerres, les conflits internes, la terreur et les graves instabilités exigent, de notre part, un succès égal aux efforts que nous menons contre la pauvreté.

Messieurs les Présidents,

Depuis son indépendance, mon pays a poursuivi et soutenu, par principe et comme objectifs politiques majeurs, une société égalitaire inclusive avec l'égalité des chances pour les filles et les garçons, assurant ainsi une éducation universelle de base pour tous. Nous avons considérablement investi dans le domaine de l'éducation afin que chaque enfant, fille et garçon, puisse bénéficier gratuitement d'une éducation de base de bonne qualité jusqu'aux niveaux secondaire et universitaire. Avec nos maigres ressources, cette entreprise constitue un défi colossal, et particulièrement aux vues d'une population croissante.

Messieurs les Présidents,

De nombreuses questions, souvent litigieuses et négociées avec acharnement, par les Etats membres témoignent si besoin en était de notre ferme attachement de réformer cette Organisation pour la rendre plus crédible, pertinente, et efficace dans l'accomplissement de sa noble mission à travers le monde.

Nous avons étudié d'importantes propositions, telle que :

La pacification d'un monde dangereux, l'élargissement du Conseil de Sécurité pour le rendre plus représentatif, la création une Commission de Consolidation de la Paix en vue d'assister les pays émergeant d'un conflit, l'établissement d'un Conseil de Droits de l'Homme pour remplacer la Commission des Droits de l'Homme, la recherche de consensus pour réduire l'extrême pauvreté et atteindre les autres objectifs du Millénaire, à savoir la santé, l'éducation, l'environnement, l'accès à l'eau potable, les droits de la femme et enfin la gestion et la réforme du Secrétariat en vue d'instituer d'autres changements importants et accroître la transparence, la responsabilité et l'amélioration des codes de conduites ainsi que l'éthique pour tout le personnel des Nations Unies.

Le document final a recueilli un accord consensuel sur les éléments pouvant constituer un dénominateur commun pour la Communauté Internationale. De nombreuses propositions ont reçu un accord de principe, laissant ainsi, à la 60eme session de l'Assemblée Générale le soin de finaliser le travail. Il est évident que nous n'avons su assumer pleinement nos responsabilités pour prendre les décisions pratiques qui s'imposaient aujourd'hui.

Nous devons accepter notre impuissance à nous accorder sur un large éventail de propositions. Nous avons, sans aucun doute, perdu une occasion unique. Cependant, nous ne devons pas nous résigner, mais nous devons, plutôt, continuer à oeuvrer à la réalisation de résultats tangibles et durables.

Je vous remercie.